



REPUBLIQUE FRANÇAISE

**GRAND LYON**  
la métropole

**Commune de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or**  
**Police du stationnement**  
**Extrait du registre des arrêtés du Maire**

**Métropole de Lyon**  
**Police de la circulation**  
**Extrait du registre des arrêtés du Président**

**Commune de SAINT CYR AU MONT D'OR**  
**Arrêté temporaire n°252-2022**  
**Interdiction de circulation et stationnement interdit**  
**Rue de la chaux**  
**Du 28 novembre 2022 au 16 décembre 2022**

**Le Maire de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or**  
**Le Président de la Métropole de Lyon**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-2-2°, L.2213-2-3°, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire
- Les articles L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-3-2°, L.2213-4 alinéa 1<sup>er</sup>, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;

**Vu** le Code de la Route ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière ;

**Vu** le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

**Vu** la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

**Vu** le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvée en 1997 et révisé en 2005 ;

**Vu** l'arrêté N° 2021-12-23-R-0934 du 23 décembre 2021 portant délégation de signature, pour les mesures de police de la circulation à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;

**Vu** la demande formulée par l'entreprise COIRO CALADE en date du 18 novembre 2022 ;

**Considérant** que des travaux d'extension de réseaux ENEDIS doivent être effectués, il y a lieu, de ce fait, de réglementer la circulation et le stationnement afin de permettre le déroulement des travaux,

### **Arrêtent**

**Article 1.** – L'entreprise COIRO CALADE est autorisée à interdire la circulation et le stationnement rue de la chaux suivant l'avancement des travaux :

**Du 28 novembre 2022 au 16 décembre 2022**

**Article 2.** – Le demandeur devra prendre toutes les mesures nécessaires afin de permettre la libre circulation des véhicules par la mise en place d'un itinéraire de déviation. Les riverains pourront accéder ou quitter leur domicile d'un côté ou de l'autre de la rue suivant la zone de travaux.

**Article 3.** – Le stationnement de tous les véhicules sera interdit dans le périmètre défini. Tout véhicule en infraction sera verbalisé pour stationnement gênant et susceptible d’être mis en fourrière.

**Article 4.** – L’entreprise devra placer les poubelles des riverains à l’entrée de rue, les lundi, mercredi et vendredi, afin de permettre le ramassage de celles-ci par les services du Grand Lyon ou prendre contact avec la société de collecte afin de trouver une solution viable ([abiamou@grandlyon.com](mailto:abiamou@grandlyon.com) - 06 62 98 65 87 ou [jalizon@grandlyon.com](mailto:jalizon@grandlyon.com) - 07 68 07 98 53).

**Article 5.** – La mise en place de la signalisation sera assurée par le demandeur qui demeurera responsable de tout incident ou accident pouvant survenir.

**Article 6.** – Le pétitionnaire devra permettre l’accès aux véhicules de secours.

**Article 7.** – Tout manquement au présent arrêté entraînera son annulation immédiate.

**Article 8.** – Le présent arrêté sera transmis à :

- COIRO CALADE
- Métropole Grand Lyon – Service Voirie – 20, rue du Lac 69399 LYON cedex 03

## Article dernier

Mesdames, messieurs : le(a) Directeur(trice) Général(e) des Services de la commune de Saint Cyr Au Mont d'Or, la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Saint Cyr Au Mont d'Or, le 28/11/2022

Le Maire,  
Patrick GUILLOT



A Lyon, le 28/11/2022  
Pour le Président de la Métropole,



Fabien Bagnon  
Vice-Président délégué à la voirie et aux  
mobilités actives